L'Abeille la de Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 78. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 7 AVRIL 1881. 54me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 7 AVRIL 1871.

Entered at the Post office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par D. E. Murphy, au Bonded Warehouse, No 6 rue Decatur, meubles.

Par Jas P. Guinault, sur le Chemin de Gentilly, à l'enseigne de la rue Havana, une voiture.

4461 caisses Sardines à l'huile, 100 quarts boîtes chacune.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Murphy.

Sardines, Sardines, Sardines — Voir l'annonce d'encan de D. E. Murphy.

AFFAIRES MUNICIPALES.

Le conseil de ville est, en ce moment, chargé de très grosses affaires. Il en a déjà expédié une que nous avons approuvée, celle par laquelle il abandonne, moyennant bail, à la compagnie du chemin de fer du Pacifique, toute la batture du parc Fossier sur le fleuve. Le maire avait bien fait valoir quelques objections très judicieuses sur certaines clauses du contrat, et le conseil ont pu en tenir meilleur compte, mais l'expédition pressait et comme la construction de cette grande voie ferrée ne coutera pas un cent ni à l'Etat ni à la ville, nous trouvons que le dénouement est assez beau pour que tout le monde y acquiesce et s'en félicite.

Nous avons approuvé aussi le projet d'ordonnance sur la ferme du port, projet qui renferme toutes les garanties désirables, et qui promet en même temps, soit en argent, soit en améliorations, un revenu dont la ville a grand besoin. Ces deux affaires étaient importantes, et nous voyons avec plaisir que la première est conclue sur les bases dont nous avons parlé, et que la seconde ne tardera pas à l'être. La conférence demandée à ce sujet pour savoir s'il n'y avait pas une mauvaise danse dans l'intérêt d'une clique, conférence qui a été acceptée par le Conseil sans la moindre hésitation, nous prouve que le projet a été conçu et rédigé de bonne foi, et que s'il y a opposition à quelques unes des clauses de l'ordonnance, cette opposition ne viendra pas d'un sentiment de suspicion, mais bien d'une désapprobation du système de ferme appliqué à la collection des revenus du port. Nous regretterions alors le succès que les adversaires du projet pourraient avoir, car pour nous la question est résolue depuis longues années, et c'est l'expérience qui nous en a fourni la solution.

Il s'agit maintenant de transférer à l'Association sanitaire le service des machines de desséchement, et le fait est qu'on ne lui transférera pas grand chose. Ces machines sont en mauvais état ; il faut les réparer ; elles ne peuvent, en outre, produire les effets que l'Association en attendre quand elles seront sous son contrôle. Les conditions de notre sol ne sont pas propres à l'exploitation de ces sortes d'entreprises. La pente manque, comme nous l'avons dit si souvent, et les roues dont les palettes battent des eaux qui reviennent sans cesse sur [illegible] l'écoulement désiré. Nous avons vu ces machines fonctionner et nous avons la conviction que lorsque les entrepreneurs ne les feraient pas mouvoir c'est qu'elles étaient engorgées par des masses d'eau stagnante sur les quelles il n'y avait pas moyen de produire l'effet de pulsation pour lequel elles ont été construites. L'Association sanitaire peut se faire illusion à cet égard. Elle s'en apercevra à la première inondation de la plaine. Elle reconnaîtra alors que les machines ont une action seulement quand les eaux baissent d'elles-mêmes par la cessation de la pluie ou par un changement de vent sur le lac. En ce cas, les machines hâtent le retrait des eaux, mais cet avantage est à peu près nul car il se borne à nous faire gagner quelques heures sur l'écoulement naturel, et c'est si peu de chose qu'il ne vaut pas la peine d'en parler.

Mais comme le transfert dont il est question ne coûtera pas un cent de plus à la municipalité, et qu'elle ne sera pas obligée de subventionner l'Association sanitaire plus onéreusement qu'elle ne subventionnait les entrepreneurs particuliers de desséchement, nous ne voyons aucun inconvénient dans le changement des opérateurs, et nous pensons que le Conseil fera bien de leur livrer le plus tôt possible le contrôle des machines. Il n'y a, du reste, aucune opposition à cela, et l'Association sanitaire entrera dans l'exercice de ses fonctions industrielles aussitôt qu'elle aura réglé une simple question d'indemnité avec les entrepreneurs actuels. Peut être ce règlement est-il déjà fait.

C'est là, du reste, une affaire secondaire, insignifiante même, si nous la mettons en rapport avec celle des égoûts souterrains, système de vidange sur le mérite duquel les opinions sont divisées. A cause de cela même, le Conseil paraît vouloir procéder avec prudence. Il n'a pris encore aucune décision, bien qu'il soit en majorité, dit-on, favorable au système.

Les membres qu'il avait envoyés à Memphis pour examiner sur les lieux le fonctionnement de ce mode de curage des fosses, ne sont pas entièrement convaincus qu'il puisse être adapté aux conditions de notre sol, et les explications données par le col. Waring ne sont pas de nature à dissiper les doutes du public. Nous voyons tout d'abord qu'il en résulterra beaucoup de dépenses pour les propriétaires et que ces dépenses s'élèveront au moins à ce qu'avait avancé le Dr Brickell dans son allocution à la conférence de l'Hôtel de Ville. Loin de vouloir souscrire aux modifications proposées par l'administration, le col Waring a dit au contraire qu'il ne pouvait les accepter, attendu qu'une diminution de tarif empêcherait toute souscription au plan de la compagnie. Les capitaux à New York ne s'offrent pas pour rien et s'ils n'ont rien à attendre ils ne se précipiteront pas.

D'autre part, nous ne voyons pas que la compagnie elle-même ait des vues bien arrêtées sur l'exécution de ses travaux. Par où commencera-t-elle ? Elle ne le dit pas. Par où finira-t-elle ? Elle le dit encore moins. Rien de précis non plus sur les obligations des propriétaires. Que leur faudra-t-il payer pour le commencer ? Que leur faudra-t-il payer pour la taxe ? Que leur faudra-t-il payer pour les waterworks ? Que leur faudra-t-il payer pour dissoudre les engorgements ? Tout cela est affaire, obscur, ténébreux comme les conduits souterrains eux-mêmes. Et si, par les conditions difficiles de notre sol, par le défaut total d'écoulement naturel, tout cela échoue, pas-ce tant pis pour les propriétaires ? N'y aura-t-il aucun dédommagement pour eux, et faudra-t-il qu'ils rétablissent à leurs frais les installations auxquelles ils seront forcés de renoncer aujourd'hui dans l'espoir intéressé de la compagnie ?

Ensuite, est-il bien certain que le système de vidange soient doive assumer toute la responsabilité d'une épidémie de fièvre jaune ? Est-il certain que le système des égoûts nous en délivrera à jamais ? Les promoteurs du projet n'osent pas répondre affirmativement. Alors, s'il ne s'agit que d'une simple mesure sanitaire, nous dirons que nous n'en éprouvons pas le besoin, puisque, fièvre jaune à part, la Nlle-Orléans jouit d'une salubrité qui peut se comparer à la situation des villes réputées les plus saines du monde, à en juger par les rapports du Bureau de santé, rapports auxquels nous devons ajouter une foi implicite. Nous pensons donc que le Conseil fera bien de repousser une entreprise de nouvelle qui bouleverserait les allées et les rues de la ville sans la moindre compensation et dans l'intérêt d'une simple conjoncture.

Quant à la création d'un aide de police pour le gouvernement de quatre ou cinq districts, nous la désapprouverions entièrement, si ce n'était déjà une affaire arrêtée, mais nous tenons à dire que nous partageons sur ce point toutes les opinions que le maire Shakespeare a fait valoir dans son veto. L'institution nous semble parfaitement inutile.

Instructions du juge Roman au Grand Juri.

Nous ne saurions trop recommander à l'attention des hommes, qui ont vraiment à cœur les intérêts de la ville, un passage des instructions adressées par le juge Roman au grand juri. C'est ainsi que nous en comprenons les devoirs, et nous saurons toujours gré à l'honorable juge d'avoir eu le courage de donner à ces sentiments de toute l'autorité de sa haute position. Entre autres choses d'usage en pareille occasion, le juge Roman a dit au grand juri :

Le cour vous engagera à suivre le précédent établi par ceux dont le terme de service est expiré et comme eux, en votre capacité officielle, vous irez visiter l'hôpital de ville, et les divers bureaux de l'administration. Beaucoup de bien pourra en résulter, et très certainement cela ne pourra causer aucun mal. Cette démarche établira de plus étroites relations entre vous, les mandataires autorisés de la communauté, et les administrateurs. Vous aurez la facilité d'arriver à une connaissance plus exacte des travaux et des exigences de leurs places. Vous éclairerez, intéresserez et stimulerez les hommes dévoués au bien public. Vous pourrez alors vous enquérir tout d'abord de *l'origine et des détails du système des égoûts souterrains*, qui occupe à un si haut point l'attention publique ; secondement, étudier la question d'accorder ou de refuser aux compagnies de chemin de fer le privilège d'user à leur profit des terrains qui font face au fleuve ; enfin, *vous rencontrerez sur la possibilité d'un règlement prompt et final des embarras financiers qui entravent la Nlle-Orléans au détriment d'espoir d'une prospérité future.*

Et la cour vous conseillera de vous mettre en rapport avec le président et les membres du Bureau de santé et le président et les membres de l'Association sanitaire. Vous ne devriez épargner nul effort pour mettre notre ville à même de braver toutes les éventualités qui pourraient se produire pendant la saison prochaine d'été, et anéantir ainsi toutes les alarmes qui, à tort ou à raison, règnent dans tout le Pays à l'endroit de la Nlle-Orléans.

Voilà d'excellentes recommandations et si le nouveau Grand Juri, à qui elles sont adressées, veut les suivre sérieusement, il pourra rendre à la ville des services dont elle a grand besoin. Nous signalons surtout la partie relative aux embarras financiers de la corporation, pour nous sommes convaincu que tant que ces embarras existeront, elle ne pourra [illegible] salubrité publique.

BANQUET.

Hier soir les amis de M. Félix Limet s'étaient réunis au restaurant Antoine pour lui offrir un dîner d'adieu. Il y avait beaucoup de monde. Le banquet a été copieux et le menu se composait de tout ce que la saison pouvait offrir de plus délicat. Les vins comme les mets étaient exquis et le service élégant. Nous n'avons pas besoin de dire que les sentiments de la plus franche cordialité régnaient dans cette réunion dont la but était de fêter un ami à la veille de son départ.

Sur l'invitation de M. le Consul d'Abzac on a répondu à nombre de toasts offerts par lui. On n'a oublié ni le président des Etats-Unis, ni le président de la République Française, ni le gouverneur de l'Etat, ni le maire de la ville.

M. Grippi, consul d'Italie a répondu au toast porté au gouvernement italien.

M. Azcoona, consul du Mexique, a répondu au toast porté au gouvernement mexicain.

M. F. D. Seghers a répondu au toast aux Louisianais, M. Lafargo au toast à la presse louisianaise ; le Génl. de Trobriand a prononcé une allocution très spirituelle.

On a porté un toast à la compagnie française transatlantique, auquel a répondu M. L. Grand, et à l'Athénée Louisianais représenté par le Dr Alfred Mercier qui a répondu au toast.

M. Genin, artiste peintre, a dit qu'il aurait voulu présenter à tout le monde un portrait de M. Limet, mais il avait pensé que son image était assez bien gravée dans le cœur de ses amis pour le dispenser de ce soin.

Après quelques mots prononcés par M. Henry Peychaud et le Dr. Beugnot, M. Félix Limet, appelé à son tour, a répondu en disant qu'il était vivement touché des témoignages d'estime qu'il avait reçus pendant le cours de son séjour de la population de cette ville, qu'il en était heureux et honoré, et qu'il ne l'oublierait jamais. Il a ajouté qu'il était désormais solidairement récompensé de tous ses travaux. Cette allocution, prononcée d'une voix émue, a mis fin à la cérémonie.

M. Limet a retardé son départ pour ne pas être obligé de partir à 7 heures du matin. Il partira demain à 4 heures et demie du soir, et une répexation de pont sur la ligne de Mobile lui permet de choisir cette heure.

Voici la réponse très flattense que M. Félix Limet a faite aux résolutions non moins flatteuses de la Société française d'assistance mutuelle de Jefferson, publiées dans notre numéro de 5 courant

Nlle-Orléans, 5 avril 1881.

Monsieur O. M. Rédon,

Président de la Société française d'assistance mutuelle de Jefferson.

Monsieur le Président,

J'ai été vivement touché des résolutions adoptées hier en séance générale par l'utile et excellente Société dont vous êtes le digne président. Cette marque d'estime de la part d'un groupe important de mes compatriotes m'est d'autant plus chère que je ne pouvais m'y attendre. C'est une grande satisfaction pour moi de voir que mes efforts et mes travaux à l'intérieur approchent pour une société dont je m'honore personnellement et qui est une des plus anciennes organisations françaises de la paroisse d'Orléans. Veuillez Monsieur le Président recevoir mes remercîments les plus sincères et remettre à la prochaine séance tous vos co-sociétaires et en particulier l'estimable auteur des résolutions M. D. Pochelu, et agréer mes vœux pour le succès et la prospérité de votre Société.

Votre bien dévoué compatriote,

FELIX LIMET.

Il vient d'arriver une immense fournée de nouvelles coiffes, et mes gentilles, à l'ETOILE ROUGE.

—Tous les hommes sont égaux devant le soleil, l'amour, la mort et..... le lit. Il n'y a que deux choses qui ne peuvent se corriger : La bosse et la grâce.

Concert de M. Dengremont.—Un phénomène musical nous arrive du Brésil. Il s'est fait déjà entendre dans une maison amie, et tous ceux qui ont assisté à cette soirée en sont sortis charmés, enthousiasmés. M. Eugène Maurice Dengremont est un jeune violoniste —presqu'un enfant— qui tire de son instrument les plus merveilleux effets. Bien n'égale la grâce et la sûreté de son archet. S'il excelle dans les passages qui exigent force et énergie, il est admirable, sans supérieur dans les morceaux où domine le sentiment.

Ce jeune artiste se fera entendre dans une unique séance, aujourd'hui, 7 avril, à huit heures du soir, à la salle Grunewald. Le prix des places est fixé à une piastre.

Ce jeune et déjà talentueux artiste a été consacré en quelques sorte par les applaudissements qui lui ont été prodigués dans les cercles les plus artistiques de l'Europe.

Théâtre de l'Opéra.—Nous venons rappeler à nos lecteurs que la représentation de ce soir est au bénéfice de M. Bourgeois dont le talent réel et les services ont été appréciés par les habitués de notre scène dramatique. Séraphine, pièce en 4 actes de V. Sardou, sera représentée par l'élite de la troupe. M. Bourgeois compte, et il a le droit de compter sur les habitués qu'il charme depuis l'ouverture de la saison théâtrale.

La représentation de dimanche dernier au bénéfice de M. et Mme Bésin, a été pour ces deux artistes aimés du public, une suite de triomphes et un succès d'argent. Nous en souhaitons autant au bénéficiaire de ce soir.

Représentation à bénéfice.—La maison théâtrale de l'Académie de Musique faisant bien comedi soir, mais le théâtre se rouvrira mardi 12 avril, pour une grande représentation au bénéfice de M. Fred. Maubert, directeur de l'Académie. Par son zèle, son habileté et son extrême courtoisie, M. Maubert a certainement droit à cette faveur de la part de la direction et de la part du public, et nous croyons que le personnage ne lui manquera pas. L'année dernière, son bénéfice fut très brillant ; très certainement, cette année, il ne le sera pas moins. Le programme n'est pas encore déterminé, mais on n'y perdra rien pour attendre, il n'est sera que plus beau, et nous le publierons aussitôt que possible.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—La pièce que la troupe de Pyware représente maintenant obtient tant de succès qu'elle sera conservée sur l'affiche jusqu'à samedi. Ce jour là on jouera "Matrimony" en matinée et en soirée pour la clôture de la saison théâtrale.

THEATRE ST-CHARLES.—Le magicien compte partir dimanche matin. Ainsi qu'on le voit, l'on veut participer à la distribution de ses cadeaux et assister à ses dernières exercices qu'on dit merveilleux !

Les principaux cadeaux ont été délivrés hier à la matinée et le sont :

Ernestine Israel, 92 1/2 rue Royale, une bague en diamant ;

Mlle L. Hisler, coin Magnolia et Jackson, une bague en diamant ;

Mlle Martha E Hall, 51 rue Prytania, une robe en soie gros grain ;

Mme G A Fabre, 122 rue Bourbon, une montre or ;

Virginia Tebault, 253 rue Bourbon, un service à thé en porcelaine—24 pièces ;

Mme C J Read, 276 Carondelet, un service à thé en porcelaine—24 pièces ;

Warren Rowe, 322 rue Carondelet, un pot à eau en argent ;

Mlle J Cassie Harvey, 55 rue Prytania, un pot à eau en argent ;

Miss Sally Moore, 323 rue des Magnolia, un bâillon en argent ;

Miss Lucy Wilson, 29 rue des Remparts, un bâillon en argent ;

[illegible]

Le Rév. Père Monvoisin.—Cet éloquent prédicateur prononcera, à la Cathédrale St-Louis, trois sermons à l'adresse exclusive des messieurs. Les jours désignés sont dimanche, lundi et mardi. Il montera en chaire à 7 heures précises. Les bancs seront libres.

Bible française.—M. J. C. Eyrich, libraire, 130 rue du Canal, vient de recevoir un certain nombre d'exemplaires de la Bible (ancien et nouveau testament) traduite sur les textes originaux, hébreu et grec, par Louis Second, docteur en théologie. Cette première édition a été tirée à 50,000 exemplaires. Elle a paru simultanément à Oxford, à Londres, à Paris, à Mesnie et à Turin. Louis Second appartient à l'église réformée. L'exécution typographique de l'ouvrage est irréprochable.

Want to wear.—Que faut-il porter en printemps et en été ? Quelles sont les toilettes les plus convenables et les plus élégantes à la fois pour ces deux saisons ? Voilà ce qu'indique Mme Demorest, de New York, dans la brochure qu'elle vient de publier sous le titre qui précède ces lignes. Nous avons reçu de M. S. E. Perry, 183 Canal, un exemplaire de cet opuscule qui renferme de précieux renseignements et que consultera avec avantage les modistes et les couturières, ainsi que les dames qui confectionnent elles-mêmes leurs toilettes.

Une boîte à surprise pour tout le monde à l'Etoile Rouge avec toutes les nouveautés.

Les maison P. Werlein dont l'accroissement de sa réputation à l'importance supérieure des instruments qu'elle expose en vente, vient de compléter ceux de fabriques différentes qui lui avaient été expédiés, ces jours derniers. Ces pianos de Steinhardt et de Chickering sont certainement les plus remarquables entrés ici. La solidité de leur construction (très franc, simple bruit autour des mots pin) les met à l'abri de toute concurrence. M. Werlein vient d'en recevoir un grand nombre, et invite ses clients à venir les voir, que ceux ci veuillent acheter ou non.

2,391 milles en 114 heures.—Une dépêche de Kansas City nous annonce que Saint-Louis, en date du 21 mars, rapporte que les directeurs de l'Atchinson, Topeka and Santa Fé Railroad se proposent de faire une excursion de plaisir en Californie. Deux trains express partiront en conséquence de Boston pour se rendre à San Francisco, à l'aide de deux puissantes locomotives qui promettent d'accomplir le trajet direct en 114 heures. L'objet principal de ce voyage est de s'assurer si les mêmes causes et les mêmes locomotives, partant de Missouri River pour San Francisco, pourront facilement parcourir ce trajet énorme de 2,391 milles. On sait qu'une locomotive ne peut guère faire en moyenne plus de 200 à 250 milles par jour. Les chaudières auront à être nettoyées en route à cet effet. Le président et, pour rattraper le temps perdu, il faudra marcher à raison de 40 milles à l'heure. Chacune des deux locomotives sera pourvue de deux mécaniciens et de deux chauffeurs qui devront se relayer de six heures en six heures. Le résultat de cette expérience est attendu avec intérêt.

—Nous lisons dans le *Nouvelliste* de Rouen :

Tout le monde a pu voir, ces jours derniers, amarrés au quai de la Bourse, deux magnifiques steamers, l'*Alsacien* et le *Kabenlaise*, venant le premier de la Nouvelle-Orléans, le second de Naples, mais on n'a pas assez remarqué le peu de temps qui s'est écoulé entre leur mise en quai et leur départ. Arrivé le 15 février, l'*Alsacien* est reparti le 19, après avoir débarqué 2,000 tonnes de maïs et 250 balles de coton ; le *Kabenlaise*, arrivé le 17 et reparti le 19, a été déchargé de 900 tonnes de vin en quarante-huit heures. On peut juger, par ces résultats, de la puissance des moyens que le port de Rouen peut mettre à la disposition du commerce pour l'embarquement et le débarquement des marchandises.

—Maman a bien voulu commencer Lili en visite, car Lili a promis d'être bien sage.

On cesse de différentes personnes.

LA MAMAN.—Oh ! ma cocotte n'est pas belle, c'est vrai, mais elle a les plus jolies dents du monde.

LILI.—Oh ! maman, les tiennes sont bien plus belles, il y a de l'or tout autour.

Allez vous à l'ETOILE ROUGE.

Une petite fille étudie son histoire de France.

—Mon Dieu ! dit-elle tout à coup à sa mère, que Fournis doit-il vouloir vivre sous Louis XI !

—Et pourquoi ?

—Parce ! je vois dans mon livre qu'à cette époque l'instruction était très négligée !

Voici les Pâques, il ne faudra pas que des gants, il faudra de jolies chaussures pour les enfants. Conduisez-les tous à l'Etoile Rouge.

Une lettre de M. Chotteau au propos de la tricherie.

Le journal de Paris, *Le Soir*, du 17 mars, publie la lettre suivante adressée par M. Chotteau, l'intelligent et infatigable promoteur d'un traité de commerce entre la France et les Etats Unis, au directeur du "New-York Commercial Bulletin" :

Paris, 15 mars 1881.

Cher monsieur,

Dans le numéro de votre journal portant la date du 25 février dernier, qu'on vient de me communiquer, vous me rendez directement responsable des mesures prises en France contre l'importation des viandes de porc salées d'Amérique.

Vous affirmez que j'ai beaucoup d'influence sur le gouvernement français ; or, selon vous, le seul homme capable d'avoir poussé le ministère du commerce à lancer le décret du 19 février, c'est moi !

Le *Commercial Bulletin* possède à New-York, et dans toute les Etats-Unis, une grande autorité. Cette autorité, fort légitime, glorieusement conquise, donne un poids considérable au coup que vous faites peser sur moi. Vous me permettrez, dans l'intérêt de la vérité, de protester, et vous ne refuserez pas d'insérer ce que je vais vous dire.

L'article de *Bulletin* où vous m'accusez est du vendredi 25 février. Or, le dimanche 27 février, c'est-à-dire bien longtemps avant l'arrivée de votre journal en France, le correspondant à Paris du *Boston Journal*, mon ami, Edward King, voulait bien m'interroger. Il me posa différentes questions, entre autres celles-ci :

1er—Pensez vous que les trichines d'Amérique présentent un véritable danger ?

Moi—Je pense qu'en citoyen français est assez exposé à mourir de la trichine, quand il mange du porc d'Amérique, qu'à être tué par la chute d'une cheminée quand il passe dans la rue.

1er.—Mais alors, comment expliquez-vous le décret du 19 février qui interdit sur tout le territoire de la République française, l'importation des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique ?

Moi.—Ce décret était inutile. Il sera rapporté, n'en doutez pas.

Ainsi, mon cher monsieur, si je suppose à M. Ed. King, le *Boston Journal* a dû vous tomber sous la main. Voyez l'article inséré après mon entrevue du 27 février avec ce correspondant. Voilà pour votre accusation ; elle constitue une première erreur.

Une autre erreur consiste à m'attribuer, sur le gouvernement de mon pays, une grande influence. Nous possédons en France une catégorie d'honnêtes commerçants qui savent parfois le besoin d'aller ramasser des cailloux cornus, des fragments de serpentines et des morceaux de marbre en Italie, en Grèce, en Egypte ou en Asie-Mineure. Ces touristes vont et viennent aux frais de l'Etat, qui épuise toujours des tendresses patriotiques pour les cailloux, les serpentines et la ferraille.

Eh bien ! mon pauvre monsieur, pour vous prouver que mon influence sur le ministère et le président de la République est immense, je vous dirai que toutes les instances en faveur des plaideurs, si j'étais homme à m'y mettre, ne pourraient me gagner l'appui officiel que les amateurs dont je viens de vous parler obtiennent toujours sans même adresser de demande.

Je m'efforce d'améliorer les relations commerciales de la France et des Etats-Unis. C'est là, convenez en, un grand et noble but. Mais en France, aujourd'hui, malgré la République, dont personne qui s'embarque dans une entreprise semblable ne me dispose pas moins à rencontrer [illegible] Pindare.

Je constaterai chez vous mes études consciencieuses, et, si vous voulez bien venir me voir à l'Grand Hotel, je vous offrirai un verre de vin de Champagne dont vous avez songé à faire interdire l'importation en Amérique par représailles, et je vous pardonnerai de m'avoir soupçonné.

Croyez à mon amitié.

LÉON CHOTTEAU.

Si le destin vous a donné grande famille c'est à vous à faire de nages économies ; si petite à que le temple est ça se pratique facilement, c'est l'Etoile Rouge.

Décédé hier soir, à 8 heures, à l'âge de 68 ans, CASIMIR LUCIEN PERRIN, natif de Nancy (Département de la Meurthe, France. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu AUJOURD'HUI, à 4 heures, de sa demeure, rue Carondelet, entre la rue St. Louis et Conti. Le convoi partira de la rue St. Louis 90, entre les rues Dauphine et Bourbon, où le corps est exposé.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Décédé, hier, à une heure de l'après-midi, à l'âge de dix-huit ans et demi, WILLIAM CHALLES MAILLOUX, fils de F. L. Mailloux et d'Adelia Wolhart. Les amis et connaissances des familles Mailloux, Wolhart, Rais, Guérin, Champagne et Bonin, sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette APRES-MIDI, à trois heures précises. Le convoi funèbre partira de sa résidence, rue Casa, entre Ursulin et Pompée.

SERVICE FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée à la Cathédrale St-Louis, aujourd'hui JEUDI, à 8 heures du matin, pour le repos de l'âme de feu Jean Dune Vve BARTHELEMY BOUNE, née Thérèse Nancy Vernier. Les amis de la famille, ainsi que les parents sont respectueusement invités à y assister.

De la part de ses enfants.

Sociedad Union Espanola de Beneficencia Mutua.

Los ciudadanos y miembros que la componen se reunirán en asamblea general estraordinaria el Domingo, 7 del presente, á las 6 1/2 de la tarde, en el local de costumbre para proceder á la elección de un gran marshal y sus respectivos ayudantes ; las reglas de la prosesion, la música, que deven ejecutar é contenes de la misma para los anteriores presentaran sus peticiones por escrito un dicho domingo, antepiendo en esto ; antes de que la banda se comprometa de dar buena música.

Por orden de

DON TOMAS JURDA, Presidente.

A. ALVAREZ GALAN, Secretario.

7 avril—1f.

Proclamation.

Mairie de la Nlle-Orléans, Hôtel de Ville, 6 avril 1881.

TOUTES personnes qui veut tuer de droit passage pourront trouver à louer sur le pont de la Nouvelle-Orléans, mais, par le présent avis, nous ne les engageons à le faire tous jusqu'à ce que le droit de la paroisse soit établi par un arrêt de la Cour Suprême de cet Etat.

JOS. A. SHAKESPEARE, Maire.

7 av—2f

GRAND CONCERT SACRE

DONNÉ A LA

Cathédrale, Samedi, 9 avril 1881, à 8 heures du soir,

Par le chœur de la Cathédrale, sous la direction du professeur R. Kitzinger, avec le concours des abeaux de l'église des Pères Jésuites et de plusieurs amateurs et amateurs de la ville.

Prix [illegible] 50 cents

Offrande au Rév. Père prédicateur de la Cathédrale.

7 avril—3f

Cathédrale St. Louis.

Sermons par le Rév. Père MONVOISIN, célèbre prédicateur jésuite, Dimanche, lundi et mardi soir, à 7 heures.

Les bancs seront libres.

7 avril—4f.

Avis.

Le public est notifié de ne pas m'acheter un certain billet à service fait par H. C. Miner à une prime datée et par lui endossé, en date du 3 mars 1879, pour le montant de vingt-trois mille dollars, payable aux porteur à Edward Toby, (Nouvelle-Orléans), le 1er février 1880. Ce billet étant frauduleusement obtenu de moi, et sans valeur entre les mains de tout détenteur. Le dit billet a été déposé entre les mains de Bright et compagnie. Ceux qui achèteront ce billet le feront à leurs risques et périls, et ne pourront s'en prévaloir contre moi.

Nouvelle-Orléans, 7 avril 1881.

C. A. HARVEY.

W. H. Hüller, de Bellevue, Ohio, dit : J'ai souffert de l'asthme, et je n'ai éprouvé de soulagement que lorsque j'ai pu me procurer l'Huile Rouge du docteur Bell. Je recommande à tous ceux qui souffrent de l'asthme.

Nouveaux bien complets, une visite à l'Etoile Rouge.

Nouvelles télégraphiques.

FRANCE.

Nous avons déjà publié une dépêche annonçant que le ministre de la marine avait reçu des détails français du Sénégal la nouvelle portant qu'un combat avait eu lieu entre les hommes formant l'escorte du colonel Flatters et les indigènes. Une nouvelle dépêche d'Alger du 2 avril donne des détails sur cette rencontre où presque toute l'escorte comptant 150 hommes, a presqu'entièrement péri.

Alger, 2 avril.—Quatre indigènes, faisant partie de l'expédition transsaharienne du colonel Flatters, arrivés lundi dernier à Ouargla, disent que cette expédition a été presque entièrement détruite par les indigènes.

L'expédition a été surprise par une tribu à quatre milles de Hairer, au sud de Asiuin ; le colonel Flatters et presque tous les membres de l'expédition ont été tués. Le lieutenant Diamone, un personnage nommé Polignin et soixante-et-un hommes ont réussi à s'échapper, mais ils ont été rejoints par une autre tribu qui a désiré s'ériger compté en tête dans le massacre. Les hommes de cette tribu ont offert des dattes aux fugitifs. Ces dattes étaient empoisonnés et le lieutenant Diamone et vingt-huit hommes qui en avaient mangé sont morts. Polignin et trente hommes ont continué leur route mais arrivés à quatre jours de marche au sud de Mesnéguen, ils ont été assaillis par des tribus hostiles. C'est alors que Polignin a décidé les quatre indigènes qui ont apporté la nouvelle à Ouargla.

Des secours ont été immédiatement envoyés, toutefois il y a peu de chances qu'ils puissent arriver à temps, quand on songe qu'au moment où les indigènes sont partis les survivants de l'expédition étaient sur le point de manquer de vivres et de munitions.

Combat sur la frontière tunisienne.

Alger, 2 avril.—Le dernier combat entre les troupes françaises et les marauders tunisiens a été livré jeudi. L'engagement a été très acharné et a duré trois heures. Six tribus y ont pris part. Plusieurs autres tribus hésitent. On croit que toutes les tribus de la frontière sont prêtes à se joindre aux agresseurs au premier signal. Les troupes françaises ont été renforcées.

Paris, 2 avril.—Un télégramme d'Alger annonce que de forts détachements de troupes françaises ont été envoyés sur toute la ligne sur la frontière. Les Tunisiens ont attaqué des postes français et ont deux hommes.

La situation en Russie.

Saint-Pétersbourg, 2 avril.—On annonce officiellement que l'enquête de la police sur l'assassinat du czar a amené l'arrestation d'un nommé Khalmichkin, fils d'un prêtre, qui a fait des aveux complets et dit entre autres choses qu'il avait fabriqué des bombes semblables à celles employées par l'assassin Rosenkoff. Le *Gesteker* dit que le gouvernement a établi un cordon sanitaire à l'importation de substances fusiformes infectées.

Parmi les représentants élus au conseil provisoire pour assister le commandant de Saint-Pétersbourg se trouvent beaucoup de personnes bien connues, le rédacteur *Golos*, plusieurs paysans et une foule de négociants.

La catastrophe de Nice.

Londres, 2 avril.—On lit dans le *Chronicle* : "Les Scènes navrantes des victimes de l'incendie du Théâtre Italien de Nice, était connue à M. Hubert Reeves, fils du célèbre ténor Sims Reeves."

"Le Tribut de Zamora."

Paris, 2 avril.—La première du nouvel opéra en quatre actes de Gouped, "le Tribut de Zamora," a été donnée hier soir au Grand Opéra. Le Tout-Paris artistique et littéraire assistait à cette représentation. Le libretto est de MM. d'Ennery et Brésil et est des plus dramatiques. L'action se passe en Espagne, tantôt à Zamora tantôt à Cordoue et retrace les diverses fortunes de Xaïma, (Mlle Daram), charmante et admirable Espagnole fiancée à un pauvre diable de chrétien nommé Manuel (Sellier). Au moment où ils vont se marier apparaît le chef maure Ben Said, (Lassalle), qui réclame son droit et enlève la jeune fille. Manuel, désespéré, tente à Zamora, où il est reçu par le roi Sanche (Mlle Tessandier), qui réclame son aide contre les Maures. Manuel, après avoir fait des prodiges de valeur, est fait prisonnier par Ben Said, qui le fait jeter dans un cachot. Xaïma, qui a été emmenée dans le harem du chef maure, est consolée par les conseils de Mlle Bloch,